

Ni contrôle social des précaires, ni emplois forcés FAISONS PLOYER PÔLE EMPLOI !

En 1997/98 des collectifs de chômeurs et de précaires avaient envahi des centaines d'agences ANPE et Assedic pendant plusieurs semaines. « Nous ne voulons pas d'une société d'assistance mais une société fondée sur le travail », leur avait répondu Jospin en envoyant les flics, sonnait ainsi le clairon d'une offensive travailliste de longue durée dont nous subissons encore aujourd'hui les effets. Depuis, seuls le mouvement des recalculés de l'Unedic seuls et un puissant mouvement d'intermittents et de précaires ont su mettre des bâtons dans les roues de l'entente programmée entre le MEDEF, la CFDT et le gouvernement. « Ce que nous défendons nous le défendons pour tous » ! clamaient les intermittents et précaires en exigeant une indemnité pour chaque jour chômé au moins égale au SMIC-jour.

Aujourd'hui, on nous refourgue sans complexe « la valeur travail » à coups de « retroussage de manches » et de « travailler plus pour gagner plus », de RSA et d'« offre raisonnable d'emploi », comme un nouvel esclavage déguisé, tandis que Christian Charpy, le directeur général de Pôle Emploi, bénéficie en 2009 d'une hausse de salaire de 20%, à 275 000 euros par an, et que tant d'autres profitent de mannes variées. Ils nous veulent soumis, et pire : motivés pour occuper leurs emplois de merde, dans le suivi individualisé, l'évaluation des compétences, le PPAE (plan personnel d'accès à l'emploi), dans le « coaching » de notre employabilité, isolés dans la lutte de chacun contre tous.

Pôle Emploi, résultat de la fusion chaotique de l'ANPE et des Assedic, est au bord du collapse ; les CAF ne savent plus où donner de la tête, les services sociaux sombrent devant l'afflux des surendettés, des menacés d'expulsion, des mal-logés ou pas logés du tout, des mal-soignés faute d'accès aux droits les plus élémentaires... Des milliers de sans-papiers sont condamnés à se planquer, vivant entre des boulots sous-payés et des solidarités condamnées par le gouvernement... Mais peu importe, il faut faire tourner la machine, malgré les centaines de milliers de nouveaux chômeurs, culpabiliser, radier, trafiquer les chiffres du chômage, mener une politique de peur et de flicage. On parle d'un nouveau cycle de crise du capitalisme, on nous dit que ça va passer, qu'il suffit de moraliser la spéculation financière, qu'il nous faut de toute façon des bons patrons capitalistes pour fournir du boulot aux prolétaires sur le dos desquels ils vivent. Qu'il faut devenir entrepreneurs, et si possible auto-entrepreneurs.

« Nous ne paierons pas leur crise », partout cette phrase résonne depuis l'hiver. Partout des solidarités s'inventent dans le refus du capitalisme, la lutte contre un néolibéralisme mondial qui entend dicter et guider nos conduites. Pour répondre à cela et faire taire la contestation, l'État criminalise les révoltes et les mouvements sociaux. On nous veut craintifs, serviles et obéissants et surtout pas critiques, solidaires et inventifs. Les journées de grève et de manifestation trimestrielles ne parviendront pas à nous endormir. Les centrales syndicales « représentatives » (du gouvernement) n'y pourront rien.

Depuis cet hiver, une série d'autoréductions dans les supermarchés, des séquestrations de pédégés et managers d'entreprises, le mouvement de protestation dans les universités, le mouvement victorieux en Guadeloupe ont montré qu'il était possible de prendre ses affaires en main.

En occupant les Pôle emploi, les CAF, les CCAS, les maisons vides, en refusant collectivement de payer nos dettes, en luttant aux côtés des sans-papiers, en s'opposant aux rafles, en organisant des autoréductions, en assurant notre subsistance sans nous soumettre à leurs emplois, nous pouvons ensemble porter des coups à leur monde, établir des liens, respirer.



Si on vous sucre vos allocs, si on vous menace de radiation, si on vous impose des stages ou des formations idiotes, des emplois de merde, si on veut vous virer de votre logement, si vous refusez cet ordre social, rejoignez les collectifs de chômeurs, de précaires, de mal-logés, d'étudiants, de salariés insoumis, de sans papiers.

Les salariés du Pôle qui refusent la logique que l'on veut leur faire servir peuvent, avec les précaires en lutte, imposer que leur fonction soit radicalement remise en cause au quotidien, et en exigeant que leur tâche prioritaire vise non pas le contrôle social et le service aux entreprises mais l'information sur les droits et l'appui aux chômeurs et précaires. Des états généraux de la précarité ont lancé un appel à faire campagne contre Pôle emploi et à des marches de précaires à l'automne.

Nous proposons dans un premier temps de mener des actions coordonnées dans les Pôles emploi du 22 juin à la fin du mois, date de publication des chiffres du chômage.

Exigeons dès maintenant le relèvement des minima sociaux à 1000 euros par mois, la suppression de l'« offre raisonnable d'emploi » et du suivi mensuel obligatoire, la suppression du 3949 et le rétablissement de l'accueil au guichet, la liberté d'établir ou non un contrat d'insertion avec des contenus décidés par les allocataires eux-mêmes.

10 juin 2009

Coordination des intermittents et précaires (idf),

www.cip-idf.org